

Si nous réfléchissons aux tâches immédiates de la Banque - tout en nous rappelant que la réponse à donner aux problèmes actuels doit prendre en compte les perspectives et les stratégies à long terme -, nous verrons se dégager quatre grands thèmes.

Premièrement, comment l'Asie peut-elle continuer à croître aussi rapidement face au ralentissement économique observé dans les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développements économiques) et face à l'avenir incertain de l'Amérique latine et de l'Europe de l'Est ?

Dans les pays qui luttent pour conserver ou rétablir une base économique stable, la Banque doit pallier au manque de ressources tout en appuyant les réformes économiques à long terme. Compter davantage sur les rouages du marché, stimuler l'entreprise et les investissements, accroître le commerce extérieur et, selon les besoins, déréglementer l'économie ou privatiser les sociétés d'État, voilà autant de volets importants de l'action à poursuivre!

À l'égard des pays bien engagés sur la voie d'une croissance durable, la Banque assume un rôle clé, à savoir soutenir l'ajustement continu de l'économie et l'utilisation efficace des ressources. On ne saurait trop insister sur la nécessité vitale, pour le pays et la Banque, d'adopter des politiques judicieuses et une stratégie à long terme. Ne tombons pas dans le piège des solutions hâtives ne procurant que des gains provisoires.

L'expérience a montré à maintes reprises que ces politiques sont des ingrédients essentiels à la croissance soutenue et à la compétitivité dans une économie «mondialisée». Ce sont des composantes d'une économie mondiale bien rodée et bien intégrée.

Afin d'accroître l'interdépendance, il faut instaurer, sur les plans économique et commercial, un régime multilatéral sain, fondé sur des règles claires et prévisibles que tous comprennent et respectent. L'Asie a énormément profité de la libéralisation progressive des échanges commerciaux mondiaux, et dans l'avenir, sa croissance sera fonction du maintien de ces conditions. Un renforcement du protectionnisme et des obstacles au commerce constituerait un grand pas en arrière, notamment pour des pays membres de la région, qui sont en voie de développement.

\* En notre qualité de gouverneurs, nous devons veiller à ce que nos pays se fassent les champions du libre-échange et travaillent à la réussite des négociations du GATT.